

**PREMIER MINISTRE**

Paris, le 12 mai 1995

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
DU GOUVERNEMENT**

N° 4.215/SG

**Le directeur  
au secrétariat général du Gouvernement**

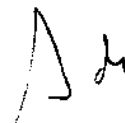
**à**

**Mesdames et Messieurs les ministres**

Lorsque vous aviez pris vos fonctions ministérielles, vous aviez dû souscrire une déclaration de situation patrimoniale auprès du président de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Une déclaration de même nature doit être déposée dans les deux mois suivant la cessation de vos fonctions ministérielles.

Vous trouverez ci-joint une note qui comporte toutes les indications utiles à ce sujet.



Jean-Eric SCHOETTL

P.J. : 2

**Application aux membres du Gouvernement  
de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative  
à la transparence financière de la vie politique**

La loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique est applicable aux membres du Gouvernement dans les conditions suivantes.

1 - Dans les deux mois suivant sa nomination, tout membre du Gouvernement est tenu de déposer une déclaration de situation patrimoniale auprès du président de la commission pour la transparence financière de la vie politique créée à cet effet par la loi.

Une déclaration de même nature doit en outre être faite dans les deux mois qui suivent la cessation des fonctions par une cause autre que le décès.

Toutefois, ne sont pas astreints à une telle déclaration les membres du Gouvernement qui, à ce titre ou à raison d'une autre fonction, ont déposé depuis moins de six mois une déclaration de situation patrimoniale auprès de la commission précitée.

Conformément aux dispositions combinées de l'article 1er de la loi précitée et de l'article L.O. 135-1 du code électoral, la déclaration de situation patrimoniale est une déclaration certifiée sur l'honneur exacte et sincère, concernant la totalité des biens propres du déclarant ainsi que, éventuellement, ceux de la communauté ou les biens réputés indivis en application de l'article 1538 du code civil. Ces biens sont évalués à la date du fait générateur de la déclaration comme en matière de mutation à titre gratuit.

2 - La commission mentionnée ci-dessus est présidée par le vice-président du Conseil d'Etat et comprend le premier président de la Cour de cassation et le premier président de la Cour des comptes.

Elle assure le caractère confidentiel des déclarations reçues ainsi que des observations formulées, le cas échéant, par les déclarants sur l'évolution de leur patrimoine.

Elle informe les autorités compétentes - le Premier ministre pour ce qui concerne les membres du Gouvernement - du non respect des obligations mentionnées par la loi.

La commission apprécie la variation des situations patrimoniales. Elle établit, chaque fois qu'elle le juge utile et en tout état de cause tous les trois ans, un rapport publié au Journal officiel de la République française. Ce rapport ne contient aucune indication nominale quant aux situations patrimoniales.

.../...

La déclaration doit être adressée à Monsieur le vice-président du Conseil d'Etat. Pour préserver le caractère confidentiel de cet envoi, elle lui sera adressée sous double enveloppe, soit par la voie postale, soit plus sûrement en étant remise par porteur au Conseil d'Etat.

L'enveloppe extérieure sera adressée à M. le vice-président du Conseil d'Etat - Secrétariat général - Palais Royal - 75001 PARIS, sans autre indication.

L'enveloppe intérieure, portant la mention "confidentiel", sera ainsi libellée : "Monsieur Renaud DENOIX de SAINT MARC - vice-président du Conseil d'Etat - président de la commission pour la transparence financière de la vie politique".

Un accusé de réception attestant la remise de la déclaration au président de la commission sera immédiatement délivré.

A toutes fins utiles, est joint un modèle de formulaire de déclaration, arrêté par la commission pour la transparence financière de la vie politique.

# COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA VIE POLITIQUE

## Déclaration de Patrimoine :

**N O M :**

**P R E N O M :**

### Renseignements personnels :

**Régime matrimonial :**

**Profession du conjoint (facultatif) :**

**Mandats locaux :**

**Montant et origine des revenus** (mention facultative : les personnes soumises à l'obligation de déclaration de patrimoine ne sont pas tenues de déclarer l'origine et le montant de leurs revenus) :

### Indications générales :

- 1) justificatifs : la déclaration peut être utilement complétée par des justificatifs tels que : déclaration d'ISF ; actes notariés ; attestations bancaires.
- 2) L'ensemble des biens doit être déclaré, y compris ceux détenus à l'étranger et ceux n'entrant pas dans l'assiette de l'ISF.
- 3) Pour les déclarations de fin de mandat ou de cessation d'une fonction au gouvernement, les opérations ayant affecté la composition du patrimoine doivent être déclarées (achats, ventes, emprunts contractés) et les variations de la valeur du patrimoine justifiées.
- 4) La mention "néant" doit être portée dans les rubriques non remplies.
- 5) La déclaration doit être signée personnellement et chaque page paraphée.

# **I. – Immeubles bâtis et non bâtis**

Lieu de situation, nature du bien(*), superficie	Origine de propriété	Régime juridique du bien (**)	Date d'acquisition	Prix d'acquisition et montant des travaux	Valeur actuelle

(\*) Appartement – Immeuble  
Maison individuelle – local commercial – terrain – garage

(\*\*) Bien propre – Bien commun – Bien indivis  
Propriété directe -SCI

**II. – Valeurs mobilières :**

**1°) Valeurs non cotées en bourse**

Dénomination et objet de l'entreprise	Prix d'acquisition	Valeur actuelle	Pourcentage de participation dans le capital social

2°)  *Valeurs cotées en bourse*

Valeur de portefeuille à la date de la déclaration

3°)  *Placements divers (\*) :*

Nature du placement	Valeur à la date de la déclaration

(\*) SICAV, Fonds communs de placements, SCPI, etc...

**III. - Assurances vie**

Nature du contrat	Valeur de rachat

**IV. - Comptes bancaires courants ou d'épargne, livrets, espèces**

**- Comptes courants de société**

Nature	Valeur

**V. – Meubles meublants**

Valeur d'acquisition, valeur d'assurance ou évaluation personnelle à la date de la déclaration.

Bien	Valeur

**VI. – Collections, objets d'art, bijoux, pierres précieuses, or**

Nature	Valeur à la date de la déclaration

**VII. - Véhicules terrestres à moteur, bateaux, avions, etc...**

Nature	Marque	Année d'achat	Valeur d'acquisition

**VIII. - Fonds de commerce ou clientèle, charges et offices**

Nature	Actif	Passif

**IX. - Autres biens**

Nature	Valeur à la date de déclaration

**X. - Biens immobiliers et comptes détenus à l'étranger**

Nature	Valeur à la date de déclaration

**XI. - Passif**

Organisme prêteur ou nom et adresse du créancier	Nature, date et objet de la dette	Montant total de l'emprunt	Somme restant à rembourser	Montant des mensualités

**XII. - Observations :**

**Fait à , le**